



HAL
open science

Les élections municipales de 2020 à Avignon : permanence des dynamiques politiques et effets de crise

Jessica Sainty, Christèle Lagier, Guillaume Marrel

► To cite this version:

Jessica Sainty, Christèle Lagier, Guillaume Marrel. Les élections municipales de 2020 à Avignon : permanence des dynamiques politiques et effets de crise. Presses universitaires de Rennes. Démobilisation électorale dans la France urbaine: les élections municipales de 2020, pp.49-61, 2023. halshs-04672624

HAL Id: halshs-04672624

<https://shs.hal.science/halshs-04672624v1>

Submitted on 19 Aug 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les élections municipales 2020 à Avignon : permanence des dynamiques politiques et effets de crise.

Christèle Lagier (Avignon Université, LBNC)

Guillaume Marrel (Avignon Université, LBNC)

Jessica Sainty (Avignon Université, LBNC)

Moins de dix jours avant le premier tour des élections municipales de mars 2020, le quotidien *Libération* titrait « A Avignon, le vert Cervantès, épine dans le pied de la rose Helle », dans un dossier sur les villes identifiées comme « prenables » par les écologistes. Pourtant, à contre-courant des dynamiques nationales favorables aux Verts, la maire sortante, Cécile Helle, l'emporte en juin au second tour, à la tête d'une coalition de gauche resserrée, dans une quadrangulaire marquée par la crise de la Covid-19, qui l'oppose à une liste emmenée par Europe Ecologie-Les Verts (EELV), une autre portée par le Rassemblement National (RN) et une dernière par Les Républicains (LR). Comment comprendre ce résultat, au-delà de la “prime au sortant” dont a pu bénéficier la maire ?

La ville d'Avignon compte 55 000 électeurs inscrits pour 92 000 habitants. Elle se situe dans une aire urbaine de 500 000 habitants, dans des économies à dominante agricole et touristique. La population avignonnaise est structurellement confrontée à d'importantes difficultés économiques et sociales, avec un taux de pauvreté de 31%, un taux de chômage de 26%, et un revenu médian par ménage de 16 058€, contre respectivement 15%, 14% et 20 566€ pour la France métropolitaine (INSEE, 2015). Environ un tiers de la population vit dans un quartier classé « prioritaire » dans la politique de la ville et bénéficie d'un important programme de renouvellement urbain lancé en juillet 2018, qui concerne plus d'un quart des logements. Ces difficultés socioéconomiques ne sont pas compensées par l'attractivité touristique et culturelle de la « Cité des Papes » et de son Festival international de théâtre. Avignon est en outre spatialement marquée par des frontières naturelles (le Rhône et la Durance) et urbaines (remparts, lignes de chemin de fer aérienne) qui cloisonnent physique la vie des quartiers. Certaines zones expriment une identité forte (le centre-ville “intra-muros” très touristique dont la population est plutôt favorisée, des zones agricoles étendues en périphérie, Montfavet connaît une urbanisation importante), d'autres concentrent les populations les plus précaires dans des quartiers parfois très enclavés (Rocade, Monclar, etc.).

Cette ville moyenne et contrastée a historiquement tendance à voter à gauche lors des élections législatives et présidentielles, dans un environnement départemental et régional nettement plus conservateur. La ville a néanmoins été dirigée à droite pendant 18 ans, de 1995 à 2014, par Marie-Josée Roig, figure locale et nationale du chiraquisme au RPR, puis à l'UMP¹. Aux élections municipales de 2014, à 76 ans, elle ne se représente pas, en partie à cause d'un scandale lié à l'emploi de son fils comme assistant parlementaire. Empêtrée dans les querelles intestines de la droite avignonnaise, elle sabote sa propre succession politique en soutenant la

¹ Elle a aussi été députée du Vaucluse et ministre à deux reprises, et a été présidente de la communauté d'agglomération d'Avignon de 2001 à 2014.

candidature de Bernard Chaussegros, novice en politique et parachuté, qui entrouvre les portes de la mairie à la socialiste Cécile Helle². Celle-ci l'emporte au second tour dans une triangulaire contre le FN et l'UMP. La ville avait défrayé la chronique électorale nationale en plaçant le FN légèrement en tête au premier tour, lequel conquiert notamment la mairie voisine du Pontet. La situation donne lieu à un « front républicain » entre la liste PS/EELV et celle du Front de gauche arrivée 4^{ème}³. En parvenant à repositionner la ville à gauche avec cette coalition⁴, la nouvelle maire socialiste s'engage à la tête d'une majorité confortable mais fragile, dans une alternance compliquée après deux décennies de gestion municipale RPR/UMP. Si la droite perd Avignon, elle conserve de nombreux leviers de l'action publique locale, notamment celui de la présidence de l'intercommunalité, empêchant la nouvelle maire d'exercer un leadership complet sur les politiques locales. C'est dans ce contexte d'alternance et de tensions parfois fortes avec la communauté d'agglomération, que C. Helle s'affirme au fur et à mesure de son mandat. En jouant de sa capacité d'expertise technique et en repositionnant les politiques locales au cœur d'enjeux clés au niveau national, notamment la transition écologique ou la crise sanitaire, elle se forge une image de maire technicienne qui maîtrise les dossiers, contre des challengers qui ne parviennent ni à se démarquer, ni à crédibiliser leurs candidatures. Avec une offre politique fragmentée et après une campagne peu clivante (1), les électeurs confirment la rupture opérée en 2014 et reconduisent la maire sortante pour un deuxième mandat, dans des dynamiques politiques singulièrement marquées par la crise sanitaire et l'abstention (2).

Émiettement partisan et faible différenciation

La campagne électorale de 2020 s'ouvre à l'été 2019, avec la déclaration de candidature de Michel Bissière, pour Les Républicains. Jusqu'à l'ouverture officielle, l'offre électorale se fragmente et aboutit à l'enregistrement de huit listes en lice pour le premier tour.

La fragmentation de l'espace politique local

Dans la majorité, l'alliance électorale victorieuse en 2014 se délite rapidement et aboutit à des divergences liées à l'exercice du pouvoir et des écologistes qui se veulent « incontournables ». C. Helle, 51 ans, garde l'appui de la majeure partie du PS et choisit de présenter une liste sans étiquette, intitulée *Avignon, notre cœur, notre force*, à partir d'une nouvelle coalition comprenant le Parti communiste et plusieurs représentants de la société civile, renouvelée par rapport à 2014 (Frinault, Mazeaud, Sainty, 2020 ; Lefebvre 2020). Ancien membre de la majorité, Jean-Pierre Cervantès conduit de son côté une liste EELV *Avignon écologique, sociale, solidaire (Notre couleur, c'est Avignon)*, confortée par le score de Yannick Jadot aux européennes de 2019 (15,3% à Avignon). Cet ingénieur en informatique de 61 ans était le leader écologiste de la coalition de 2014, et l'adjoint de C. Helle en charge de la ville en transition, de

² Universitaire, ancienne benjamine de l'Assemblée nationale (1997-2002), ancienne conseillère municipale (2001-2008) et conseillère régionale (2004-2014) et vice-présidente de la région PACA (2010-2014), elle annonce la première son intention de se lancer dans la campagne municipale de 2014 (Godmer, Marrel, 2016).

³ Tous les résultats sont présentés en % des électeurs inscrits, afin de mieux représenter la part de l'abstention.

⁴ Alors qu'au premier tour, avec une abstention de 43%, le FN passe en tête avec 16,39% des suffrages contre 16,35% pour la liste PS-EELV, 11,6% pour l'UMP et 6,9% au Front de Gauche, C. Helle remporte la triangulaire du second tour, avec 30,2% des suffrages, contre 22,3% au FN et 11,1% à l'UMP.

la circulation, des mobilités douces, du stationnement et de l'agriculture, quand il a été démis de ses responsabilités, en avril 2015, notamment suite à un conflit médiatisé autour de l'abattage de platanes malades en centre-ville. Conseiller communautaire, il termine son mandat dans l'opposition et parvient à agréger plusieurs figures politiques locales hostiles à la maire, au PS ou au PCF, déçues ou congédiées de l'équipe municipale sortante, avec l'appui de Jean-François Césarini, député LREM isolé.

Dans l'opposition, le FN/RN reconstruit une offre politique après l'abandon de l'ancien candidat de 2014, Philippe Lottiaux. Après le désistement du député européen Thierry Mariani, une conseillère municipale sortante et conseillère régionale RN, Anne-Sophie Rigault, 43 ans, sans emploi déclaré, prend la tête de la liste *Avignon à cœur*, avec le soutien de Marion Maréchal-Le Pen. La droite LR continue quant à elle de solder l'impossible succession de Marie-Josée Roig : l'un de ses anciens adjoints, vice-président du conseil régional en charge de la culture, Michel Bissière, cadre commercial de 58 ans, annonce sa candidature à la tête de la liste *Avignon en grand*, en ouvrant une plateforme de recueil des doléances des habitants de la ville.

Au centre, LREM et le MoDem peinent à consolider une implantation territoriale, déjà fragile, et se divisent. La candidature du député LREM Jean-François Césarini est écartée par la commission nationale d'investiture, le 2 décembre 2019, malgré ses bons résultats aux élections législatives⁵. Il apporte ensuite publiquement son soutien à la liste EELV, sans toutefois y figurer. La presse locale s'interroge alors sur une possible intervention de la secrétaire d'État, Brune Poirson, par ailleurs députée de la troisième circonscription du Vaucluse (Carpentras). Finalement, le parti présidentiel investit un « marcheur » inconnu, Frédéric Tacchino, 50 ans, directeur adjoint du pôle sud-est de Pôle Emploi, qui prend la tête de la liste *Avignon une ambition partagée*. Une candidature MoDem achève de saborder les ambitions de LREM à Avignon, à l'initiative de Sylvie Tavakoli, 56 ans, maîtresse de conférences en sciences de gestion, ancienne directrice de l'IUT, tête de liste pour *Unir Avignon*. Référente à Avignon pour LREM, elle pensait être assurée d'être investie par le parti à Avignon, avant de devoir céder la place à F. Tacchino⁶.

À gauche de la majorité, le mouvement LFI souffre d'un déficit d'implantation locale et de querelles intestines, malgré les bons scores de Jean-Luc Mélenchon en 2017 à Avignon (Marchand-Lagier, Sainty, 2017). Un avocat de 42 ans, Farid Faryssy, ancien membre du PS, ancien premier adjoint au maire de Carpentras, reçoit le soutien du NPA, de LFI et de quelques Gilets Jaunes⁷ pour monter la liste *Avignon citoyenne et populaire*. La coalition met en avant

⁵ Cet ancien socialiste et membre de Terra Nova a été écarté en partie à cause de ses prises de position à l'aile gauche de la majorité présidentielle, notamment sur la réforme des retraites. Atteint d'une grave maladie, il décède le 29 mars 2020.

⁶ Entretien réalisé avec la candidate par deux étudiants de L3 AES, en novembre 2019, dans le cadre d'un projet pédagogique en Méthodes des sciences sociales.

⁷ Très présent sur le territoire de l'agglomération avignonnaise, le mouvement des Gilets Jaunes ne parvient pas véritablement à intégrer une offre politique municipale.

une candidature collective, avec trois autres personnes, représentantes des différentes tendances de la gauche anticapitaliste locale, derrière la tête de liste⁸.

La transition urbaine éclipsée par les enjeux de mobilité : l'indifférenciation programmatique

La plateforme programmatique de la maire sortante allie défense du bilan et éléments de nouveauté. Derrière le slogan *Avignon, notre cœur, notre force*, Cécile Helle cherche à garder le contrôle de l'offre programmatique et décline ses propositions selon trois leitmotivs : ce qui est « nouveau », ce que l'« on continue parce que ça marche », ce que l'« on améliore et amplifie ». Elle intègre dans son programme quelques éléments issus des six rencontres citoyennes, réalisées à l'automne 2019, sous forme thématique et par quartier, afin de présenter le bilan et recueillir la parole des habitants en termes de désirs et d'idées de renouvellement pour leur quartier. Le programme est articulé autour des publics (« nos enfants », « nos jeunes », « nos seniors », « nous tous ») et des espaces (« nos quartiers », « notre ville », « notre agglomération »). Si elle inscrit ses propositions dans la continuité de ce qui a été fait, C. Helle s'empare également des nouveaux enjeux, au premier rang desquels, l'urgence climatique et environnementale. L'une des mesures fortement mises en avant est la remunicipalisation des cantines scolaires en 2015, présentée comme un outil en faveur de la transition climatique. En effet, que ce soit dans la valorisation des filières agricoles locales ou des circuits courts⁹, la restauration scolaire est mobilisée à de multiples reprises à la fois en direction des familles et des électeurs les plus sensibles à la cause environnementale. Ainsi, un nouvel engagement en faveur du « zéro plastique » dans les cantines est pris lors de la campagne, sous la pression d'un groupe de parents d'élèves des écoles primaires, mobilisé sur la question et animé par un militant LFI. C'est l'un des points sur lesquels se joue la lutte fratricide en 2020 avec J.-P. Cervantès, qui va placer au cœur de sa campagne notamment la gratuité des transports en commun, des cantines « bio et local », une végétalisation accrue de la ville.

Pourtant la campagne cristallise finalement aux marges des offres programmatiques relatives à la transition urbaine. À droite et au centre, le débat se focalise sur la revitalisation du centre-ville et la dénonciation de l'abandon des commerçants, particulièrement lors de la crise sanitaire. Droite et extrême-droite peinent ici à se différencier, le candidat républicain n'hésitant pas, avant même le premier tour, lors d'un débat organisé par le journal local *La Provence*, à évoquer une alliance possible avec la liste RN. Cette porosité n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit dans un processus historique au cours duquel les électeurs de droite ont pris l'habitude de va-et-vient réguliers avec l'extrême-droite locale à la faveur des différents scrutins, un processus renforcé par la forte présence de la droite populaire dans les rangs d'une droite locale largement décomplexée (Marchand-Lagier, 2017).

Le débat de la campagne se cristallise surtout autour de la question des mobilités. Avignon, ville-centre de l'aire urbaine, polarise le territoire géographique : située en bordure du Rhône,

⁸ L'offre politique est enfin complétée par la liste *Avignon animaliste* menée par un ingénieur retraité, Denis Schmid, 71 ans. Nous n'analysons pas ici les résultats de cette liste, qui recueille 0,88% des suffrages des électeurs inscrits au 1er tour et soulignons seulement qu'elle n'appelle à voter pour aucun candidat au second tour.

⁹ Mot d'introduction de C. Helle lors d'une conférence organisée par la Chambre départementale de l'ESS en Vaucluse en mars 2020 à l'université d'Avignon, dans laquelle elle met en avant plusieurs entreprises locales.

elle constitue avec ses deux ponts le point de passage obligé entre la partie gardoise de la communauté d'agglomération, située à l'ouest, et la partie vaclusienne à l'est du fleuve. Cette question des mobilités était déjà présente dans les débats de 2014. À l'époque, un projet de construction d'une ligne de tramway avait été validé par le Grand Avignon, et voté par la municipalité de droite. Porteuse d'une politique de mobilité plus globale fondée sur le ferroviaire, la candidate C. Helle, avait centré une partie de sa campagne sur le rejet de ce coûteux projet. Une fois élue, il a cependant été difficile d'y revenir et, remanié et raccourci, le chantier du tramway a finalement été lancé, associant les lignes de bus à haute fréquence et voies réservées, qui avaient la préférence de la maire.

Malgré l'inauguration du tramway, le débat sur les mobilités est relancé par l'entrée en vigueur en août 2019 d'un nouveau plan de circulation de l'intra-muros. La requalification du centre-ville ancien par sa piétonisation était également l'un des enjeux de l'équipe sortante. Ce nouveau plan de circulation met fin à la traversée automobile est-ouest du centre-ville par les non-résidents. Le déport de ce trafic pendulaire sur des boulevards, réduits par l'emprise du tramway, entraîne une densification de la circulation, largement critiquée par tous les opposants à la maire sortante, qui brandissent des photos des embouteillages. L'opposition fustige un projet « autoritaire » et une mise en œuvre « non concertée » avec les habitants et commerçants du centre-ville. Cet enjeu structure ainsi durablement la campagne et les débats organisés entre les candidats¹⁰ sont largement consacrés à cette question. Les autres candidats proposent des solutions variées, allant de la gratuité des transports en commun, défendue par les écologistes sur le modèle dunkerquois, à la mise en sens unique des boulevards des remparts, proposition défendue par M. Bissière. De façon plus secondaire, la campagne intègre le sujet de la pollution dans les quartiers populaires qui bordent l'un des principaux axes de circulation est-ouest de l'agglomération. Bien qu'une part importante de la population de la ville vive dans des conditions de grande précarité, l'action sociale municipale reste finalement assez marginale dans l'offre programmatique et les débats publics.

La campagne municipale avignonnaise décline ainsi localement à la fois la fragilité des alternatives politiques nationales, qu'elles soient centristes, écologistes, nationalistes ou issues d'une gauche plus radicale et citoyenne, mais également la tendance à la dépolitisation des listes sortantes et le mouvement général de standardisation de l'offre programmatique municipale. Dans ce contexte, en l'absence de grand projet clivant et de véritable challenger, les résultats du scrutin semblent particulièrement affectés par les effets conjoncturels de la crise sanitaire et les incertitudes d'un « entre-deux tours à rallonge », générateur d'une inédite abstention et vraisemblablement favorable à l'équipe en place.

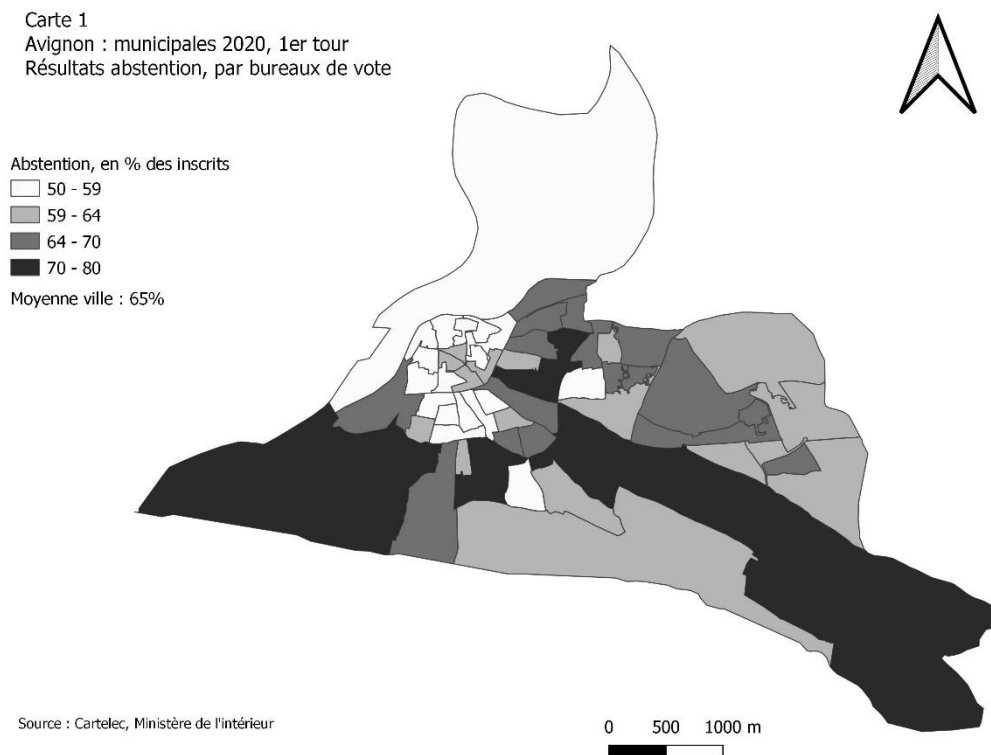
Abstention et gestion de crise sanitaire

Les résultats du scrutin confirment des dynamiques observables depuis plusieurs années à Avignon : consolidation de la gauche réformatrice et stabilisation du vote RN mais sur fond d'une nouvelle progression de l'abstention, dans un contexte pandémique cependant singulier.

¹⁰ Voir « Grand oral des candidats » organisé par *La Provence* au théâtre du Chêne noir, le 3 mars 2020 ; France 3 PACA « Municipales 2020 : le débat pour la mairie d'Avignon », 4 mars 2020.

Abstention record et effondrement des listes LREM et LFI

La très forte progression de l'abstention est le tout premier fait marquant, amplifiée par la démobilisation nationale et conjoncturelle de 2020, comme choix politique majoritaire des Avignonnais, pour un scrutin local traditionnellement mobilisateur : au premier tour, ce sont 65% des électeurs qui s'abstiennent (contre 43% en 2014), puis 68% au second tour (34% en 2014), soit 10 points de plus que la moyenne nationale (voir carte 1¹¹). Tous les bureaux de vote enregistrent une diminution de la participation au second tour, sauf deux, dont un au centre-ville, qui suggère une remobilisation conservatrice d'un électorat plus âgé, malgré les risques sanitaires. Les bureaux de vote qui participent le moins sont situés dans les quartiers les plus populaires de la ville (Marchand-Lagier, Sainty, 2017, Marchand-Lagier 2018), qui regroupent les segments les plus jeunes et les moins diplômés de la population, dont les activités professionnelles sont les plus précaires et qui comptent le plus de logements HLM¹². A l'inverse, les quartiers qui participent le plus sont les quartiers privilégiés les mieux dotés en capitaux socio-économiques et culturels.



Les résultats des quatre candidats écartés après le premier tour éclairent la dynamique du champ politique avignonnais et en particulier les résultats décevants des forces politiques nationales, pourtant consolidées à l'occasion de la présidentielle de 2017. Commençons par les deux

¹¹ Ce fond de carte a été initialement construit dans le cadre du projet ANR-FEDER Cartelec, puis mis à jour par Céline Colange (UMR IDEES 6266 CNRS). Toutes les cartes ont été réalisées par nos soins.

¹² Une analyse de régression faite sur les scores des candidats et de l'abstention aux deux tours met d'ailleurs en évidence que les corrélations les plus robustes se situent entre l'abstention et le taux de ménage dont la résidence principale est un logement HLM ($R= 0,710$, $p = <0,0001$).

candidats liés à la majorité présidentielle, que nous analysons conjointement, au regard de la faiblesse de leurs résultats respectifs (2,23% et 0,85% des électeurs inscrits au 1er tour). Même cumulés (3,03%), ces résultats témoignent en 2020 de l'échec de l'implantation de LREM à Avignon où Emmanuel Macron n'est arrivé qu'en 4^{ème} position lors du premier tour de la présidentielle (15% des inscrits). Par ailleurs, il ne semble pas exister de zone de force pour l'un ou l'autre de ces candidats : seule leur relative notoriété locale est susceptible de faire la différence, comme dans le cas de la dissidente qui obtient ses meilleurs résultats dans le quartier de Montfavet où elle réside et s'implique, alors qu'il s'agit des bureaux votant habituellement le plus pour le RN (Marchand-Lagier, Sainty, 2017). Du côté de la France insoumise, malgré les très bons résultats de J.L Mélenchon, en tête du premier tour de la présidentielle de 2017 (20,5% des inscrits), force est de constater que l'engouement ne se reproduit pas lors des municipales. En effet, avec 1,82% des suffrages recueillis en mars 2020, la liste présentée par LFI ne constitue pas une réelle alternative locale. Malgré une forte orientation de sa campagne en direction des quartiers populaires, celle-ci n'arrive pas à créer une réelle dynamique, ni – surtout - à contrer leur tendance abstentionniste. De fait, comme en 2017, les meilleurs scores de LFI sont assez souvent réalisés dans les quartiers résidentiels, plutôt peuplés par les classes moyennes.

Une quadrangulaire de second tour sans surprise

L'analyse des résultats de la quadrangulaire du second tour est encore assez conforme à la sociologie électorale de la ville. Ainsi, la droite réalise ses meilleurs scores dans les quartiers du centre-ville et dans les quartiers les plus résidentiels de Montfavet. L'extrême-droite, quant à elle, est comme d'habitude bien implantée dans les quartiers résidentiels périphériques (Montfavet et Barthelasse), avec des scores faibles dans les bureaux de vote du centre-ville et des quartiers populaires. À gauche ensuite, la liste des Verts et celle de la maire sortante mobilisent surtout dans ces mêmes quartiers, ou socialement équivalents : ils l'emportent à l'est du centre-ville et dans la première couronne périphérique. Habitant la Barthelasse et bénéficiant certainement d'une notoriété de proximité dans ce quartier, J.-P. Cervantès y réalise l'un de ses meilleurs scores. La maire sortante est celle qui sort en tête dans les quartiers les plus populaires, même si leur très faible participation interroge par ailleurs sur la réalité d'un soutien effectif à cette candidature.

À droite, le RN devance Les Républicains sans véritable surprise : la liste d'extrême-droite arrive en deuxième position au soir du premier tour, en recueillant 7,4 % des suffrages des inscrits (voir carte 2), loin devant la liste LR qui n'en réunit que 3,9 %. Au deuxième tour, la position dominante du RN sur les votes de droite dans la commune est consolidée : la liste Rigault termine avec 9,5 % des suffrages contre 2,8 % pour LR. Alors que le RN progresse dans presque tous les bureaux de vote (67 sur 70), LR n'améliore son score que dans 6 bureaux. Il semble donc que la droite locale soit durablement affaiblie par l'enracinement du RN sur les bureaux de vote où elle réalisait autrefois ses meilleurs scores. Cette configuration déjà constatée entre 2007 et 2014 (Marchand-Lagier, 2018) se confirme encore en 2020 soulignant combien la situation nationale de la droite républicaine accentue les effets des guerres de succession ouvertes depuis près de 40 ans et parvenues à leur paroxysme en 2014. Aucune figure locale ne semble à ce jour capable d'incarner un renouveau pour LR.

Carte 2
Avignon : municipales 2020, 1er tour
Résultats liste Anne-Sophie Rigault (RN), par bureaux de vote

Score de la liste RN, en % des inscrits

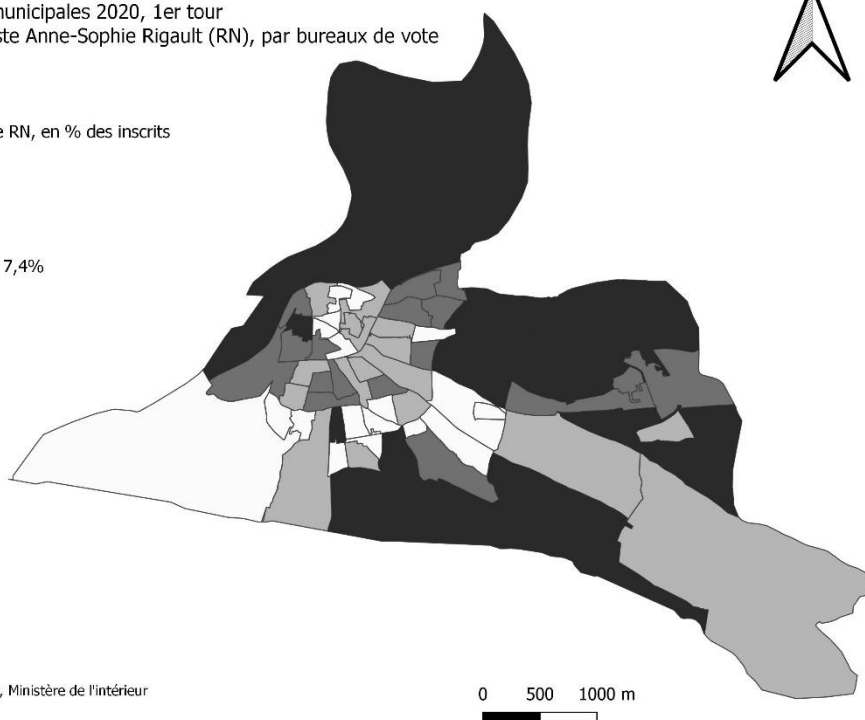
2 - 5

5 - 7

7 - 9

9 - 20

Moyenne ville : 7,4%



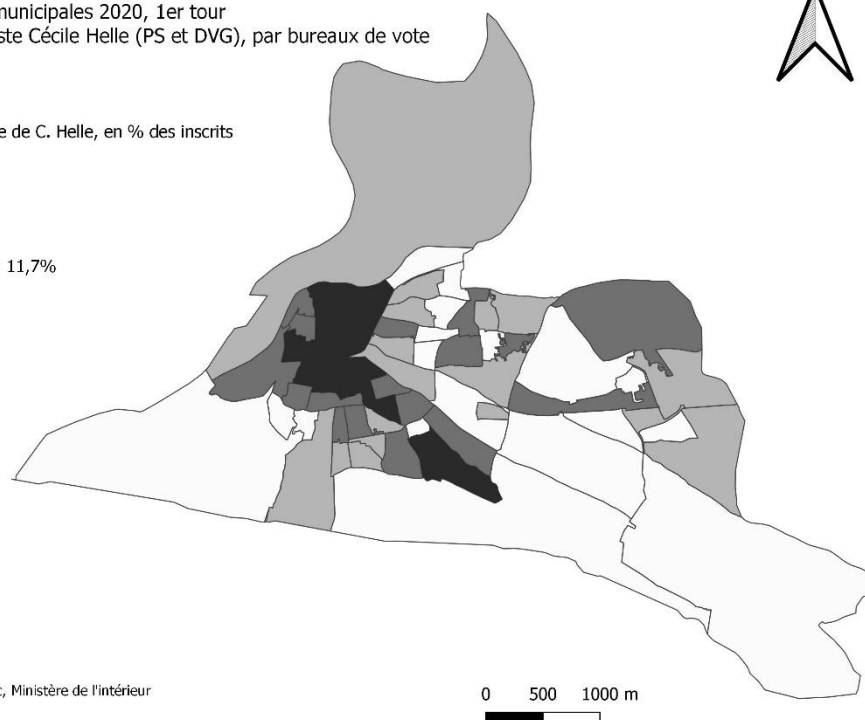
À gauche, la liste de la maire sortante arrive largement en tête au premier tour, en réunissant 11,7 % des suffrages des électeurs inscrits (voir carte 3) contre 5,3 % pour la liste EELV. Au second tour, elle creuse encore l'écart en réalisant un score de 14,1 % contre 4,7 % pour son opposant écologiste. En définitive, C. Helle est la candidate qui réalise la meilleure progression entre les deux tours et obtient des soutiens, répartis sur toute la ville, même dans les quartiers où elle n'arrive pas en tête. Le candidat écologiste perd 0,6 points en moyenne au second tour et n'arrive à progresser que dans 19 bureaux de vote ; à l'inverse, la socialiste progresse dans 68 des 70 bureaux de la ville. Les difficultés du challenger écologiste à s'imposer face à la maire sortante sont donc assez nettement confirmées au soir du second tour.

Carte 3
Avignon : municipales 2020, 1er tour
Résultats liste Cécile Helle (PS et DVG), par bureaux de vote

Score de la liste de C. Helle, en % des inscrits

- 6 - 9
- 9 - 10
- 10 - 15
- 15 - 21

Moyenne ville : 11,7%



Les négociations de l'interminable entre-deux-tours n'ont pas abouti entre ces quatre listes, bien qu'elles aient été amorcées deux par deux. À droite, le RN a proposé une fusion à la liste LR, qui a finalement refusé une telle alliance. Sans doute faut-il y voir un rappel à l'ordre par les instances nationales LR, après une main tendue un peu prématurément pendant la campagne par M. Bissière. Du côté du RN, si le parti confirme bien sa position de première force de droite, le score réalisé par la candidate Rigault est bien en-deçà de celui de 2014. Par ailleurs, cette préférence n'a pas été épargnée elle non plus par l'abstention. Du côté gauche de cette quadrangulaire, la liste emmenée par la maire sortante a refusé la proposition de fusion de la liste dissidente écologiste, en raison à la fois de l'avance confortable de la première sur ses opposants à la sortie du premier tour, également à cause des inimités et divergences profondes entre les deux têtes de liste. Récurrentes lors du mandat précédent¹³, ces divergences ont donné lieu au dépôt d'un recours administratif contre la maire sortante, pour excès de pouvoir, le 19 juin 2020 par cinq conseillers municipaux, tous candidats écologistes. Ceux-ci l'accusent d'avoir contracté des emprunts illégaux pendant la campagne électorale, alors que le budget n'était pas voté. Si ce dernier rebondissement enterre définitivement toute possibilité de travail entre ces deux listes, il témoigne des difficultés persistantes de la liste EELV à affirmer une identité distincte puisqu'une partie de ses membres finit par appeler publiquement à voter pour la liste de C. Helle une semaine avant le second tour.

¹³ Entretien avec un candidat de la liste de la maire sortante, actuellement adjoint dans la majorité, réalisé en juin 2020.

Une gestion de crise qui profite aux sortants

Après un temps de latence due à la soudaineté de la crise, l'entre-deux-tours anormalement long de 2020 semble finalement avoir constitué une opportunité pour la maire sortante de conforter son leadership dans la campagne et son avance du premier tour. En effet, si les mesures prises pendant le confinement n'ont pas été affichées comme des éléments de campagne, elles ont inévitablement contribué à renforcer l'image d'une maire « bonne gestionnaire », capable de prendre en charge les situations d'urgence et de répondre aux préoccupations de la population. La gestion de la crise a permis à la maire de mettre en scène sa capacité de réactivité (*responsiveness*) aux nouvelles demandes de la population. Ainsi, l'entrée programmatique par publics identifiés pour les différentes politiques publiques est largement mobilisée pour répondre aux problématiques posées par le confinement puis le déconfinement, mais aussi par l'annulation de l'édition 2020 des festivals de théâtre *In et Off*, centraux pour l'économie locale. La mairie met immédiatement en place des politiques de soutien aux commerçants du centre-ville (gratuité des terrasses, baisse de l'imposition foncière, organisation et soutien d'un service de livraisons à domicile, etc.), en direction des personnes âgées (élargissement du dispositif de livraison de repas, distribution prioritaire de masques gratuits etc.), des familles et des enfants scolarisés (ouverture des écoles dès le 11 mai 2020, accueil des enfants en semaine complète et en périscolaire, gratuité des cantines pour toutes les familles, etc.)¹⁴. La ville communique opportunément sur l'engagement de la maire-candidate aux côtés de la population et sa capacité à répondre à la demande sociale. Cécile Helle profite incontestablement de cet avantage inégal et d'une prime de notoriété dont sont totalement privées les trois autres têtes de liste. Elle accumule à cette occasion, *in extremis* et à moindre frais un capital de légitimité qui renforce une image déjà globalement positive et encore épargnée par l'usure du pouvoir.

Conclusion

La réélection de C. Helle à Avignon au printemps 2020 repose ainsi à la fois sur une relative stabilité locale de l'offre politique et des préférences politiques, mais aussi sur les effets indirects de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. Les résultats témoignent d'une sociologie électorale classique pour la ville : les quartiers populaires continuent de se retirer du jeu électoral ou votent à gauche ; la droite conserve péniblement ses appuis historiques dans l'ouest du centre-ville face au RN qui continue de saper son implantation ; EELV peine à s'imposer comme une force autonome sans les socialistes. Outre un honorable bilan, la maire sortante a su tirer parti de sa position durant la crise sanitaire pendant les trois mois et demi de cet entre-deux-tours, pour renforcer son image de gestionnaire, soucieuse de ses administrés, tout en maintenant à distance les étiquettes partisans (Frinault, Mazeaud, Sainty, 2020). Cette opportune dépolitisation de la liste sortante et de la gestion de crise en plein scrutin, laisse cependant rapidement la place au retour des réseaux socialistes provençaux dans le jeu politique local : fin août 2020, la maire nomme Franck Dumontel¹⁵, ancien directeur de cabinet du

¹⁴ Les différents dispositifs mis en place sont d'ailleurs détaillés dans un document de bilan publié en octobre 2020 pour un budget total de 8,5 millions d'euros investis par la ville.

¹⁵ F. Dumontel est aussi l'époux de Samia Ghali, importante figure politique socialiste des quartiers nord de Marseille, et figure clé de la victoire de Michèle Rubirola à Marseille en 2020.

président socialiste de la région PACA de 2002 à 2008 directeur général des services de la ville. Par ailleurs, du point de vue des leviers de l'action publique, la victoire socialiste à la mairie de la ville-centre ne contrebalance pas les tendances locales de fond, puisque C. Helle est comme en 2014 écartée de la présidence de la communauté d'agglomération du Grand Avignon, qui demeure à droite. Elle y essuie en effet le revers d'une alliance des petites communes avec les villes de droite et d'extrême-droite, déterminées à ne pas confier les rênes de l'exécutif intercommunal à la ville-centre. Avignon fait ainsi de plus en plus figure d'îlot de gauche isolé dans le bleu marine des communes alentours (Marchand-Lagier, Sainty, 2017) avec la victoire du RN en 2020 à Morières-les-Avignon, une deuxième ville dirigée par l'extrême-droite avec Le Pontet depuis 2014, dans la première circonscription du Vaucluse.